

**CONVENTION RELATIVE A LA CONTRIBUTION COMMUNALE AUX CHARGES DE
L'ÉCOLE PRIVÉE STE-THERÈSE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES SOUS CONTRAT
D'ASSOCIATION**

ENTRE

LA VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES, sise 42 Cours de la république, représentée par son maire, M. Gérard FORCADA, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal n° ... en date du 27 septembre 2023.

ET

L'ORGANISME DE GESTION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE SAINTE-THERÈSE, sis 6 rue Arago, représenté par son président.

ET

L'ÉTABLISSEMENT CATHOLIQUE D'ENSEIGNEMENT SAINTE-THERÈSE, sis 6, rue Arago, représenté par Mme Séverine JUAN, chef de l'établissement.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

L'article L 442-5 du Code de l'Éducation dispose que : « Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».

Ainsi, il résulte de ce principe de parité qu'en aucun cas, les avantages consentis par une commune ne peuvent être proportionnellement supérieurs à ceux consentis aux classes élémentaires et préélémentaires publiques.

La circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012 rappelle les règles de la participation des communes aux dépenses de fonctionnement des établissements privés sous contrat avec l'Etat et remplace la circulaire n° 2007-142 du 27 août 2007 (relative aux modifications apportées par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales en matière de financement par les communes des écoles privées sous contrat), qui fixait les dépenses obligatoires et facultatives à prendre en compte pour la contribution communale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives et techniques de participation de la Commune aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Ste Thérèse sous contrat d'association pour les élèves scolarisés dans les classes préélémentaires et élémentaires.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'APPLICATION

Attribution d'un forfait communal aux élèves inscrits dans les classes préélémentaires et élémentaires des écoles privées sous contrat d'association et domiciliés dans la commune.

Le chef d'établissement s'engage à communiquer la liste des élèves concernés au mois de novembre de l'année scolaire en cours.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE

Le forfait communal prend en compte l'ensemble des dépenses obligatoires de fonctionnement conformément à la liste des dépenses visées en annexe de la circulaire du **n° 2012-025 du 15 février 2012**.

Le forfait par élève est égal au coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des écoles publiques de la commune.
La participation de la ville s'effectuera comme suit :

Pour l'école élémentaire, attribution d'un forfait de :	491,52 € par élève
Pour l'école maternelle, attribution d'un forfait de :	953,78 € par élève

La participation sera actualisée chaque année sur la base de l'indice INSEE des prix à la consommation du mois de janvier de l'année consommée et fera l'objet à l'issue du terme de la présente convention d'un recalcul d'après les dépenses de fonctionnement inscrites au dernier Compte Administratif approuvé par le Conseil Municipal en se référant aux dépenses obligatoires.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE

La participation de la commune aux dépenses de fonctionnement des classes faisant l'objet de la présente convention s'effectuera suivant deux versements représentant 50 % du montant global.

Les crédits correspondant seront inscrits au 6558 du budget primitif de 2023. Le paiement sera effectué par virement bancaire directement à l'OGEC Ste-Thérèse relevant de cette convention.

ARTICLE 5 : EFFECTIFS PRIS EN COMPTE

Seront pris en compte, tous les enfants des classes maternelles et élémentaires qui fréquentent l'école privée Ste-Thérèse dans la commune et dont le domicile administratif des parents ou tuteurs se trouve dans la commune.

Un état nominatif des élèves inscrits dans l'école au jour de la rentrée scolaire, état certifié par le chef d'établissement, sera fourni chaque année au mois de novembre. Sans cet état nominatif, la participation communale ne pourra pas être mandatée.

ARTICLE 6 : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE

L'article L 442-8 du Code de l'Education dispose que le contrat d'association prévoit « la participation aux réunions de l'organe de l'établissement compétent pour délibérer sur le budget des classes sous contrat :

« En ce qui concerne les classes des écoles, d'un représentant de la commune siège de l'établissement et de chacune des communes où résident au moins 10 % des élèves et qui contribue aux dépenses de fonctionnement des classes fréquentées ; »

Dans cette hypothèse, le président de l'OGEC de l'école Ste-Thérèse invitera la représentante de la commune désignée par le Conseil Municipal, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, à participer chaque année, avec voix consultative, à la réunion du conseil d'administration dont l'ordre du jour porte sur l'adoption du budget des classes sous contrat d'association.

ARTICLE 7 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'OGEC

L'OGEC de l'école Ste-Thérèse s'engage à communiquer chaque année au courant du premier trimestre de l'année civile :

- le compte de fonctionnement pour l'année scolaire écoulée

- une copie du compte de gestion scolaire adressé à la trésorerie – Service de Gestion Comptable de Narbonne
- la liste actualisée des élèves

ARTICLE 8 : DROIT DE CONTROLE/REVISION

La prise en charge des dépenses se faisant forfaitairement, la commune se réserve le droit, à tout moment, de contrôler la bonne gestion des crédits alloués.

La convention sera de plein droit soumise à révision en fonction des évolutions législatives et réglementaires.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an et trois mois, et est renouvelable 2 fois par tacite reconduction, soit du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2026, sauf dénonciation par les parties, selon les conditions exposées à l'article 10 § 2 mentionné ci-après.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

En cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat d'association liant l'Etat à l'établissement d'enseignement privé, la résiliation intervient de plein droit sans que l'établissement ne puisse prétendre à aucune indemnité.

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 11 : LITIGE

Toutes difficultés ou contestations qui s'élèveraient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention et qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier.

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2023 sous réserve de la signature des présentes et accomplissement des formalités de transmission en préfecture requises.

Fait à Lézignan-Corbières, le
en 3 exemplaires originaux,

**Pour la Ville de Lézignan-
Corbières**

Le Maire,

**Pour l'Organisme de Gestion
de l'Enseignement Catholique
Ste-Thérèse**

Le Président,

**Pour l'Etablissement
catholique Ste-Thérèse**

Le Chef d'établissement